

Canton du Valais - DSASC  
Mme Esther Waeber-Kalbermatten  
Conseillère d'Etat  
Avenue de la Gare 39  
1950 Sion

Votre contact  
Carine Vocat  
+41 27 486 18 22  
carine.vocat@cransmontana.ch

Crans-Montana, le 12 septembre 2019

## **Avant-projet de révision de la LIAS - Prise de position**

Madame la Conseillère d'Etat,

Nous vous prions de croire que nous avons pris connaissance, avec toute l'attention requise de l'avant-projet de révision de la LIAS en consultation.

Après examen, nous nous rallions à la position du Centre Médico-Social régional de Sierre dont vous trouvez la teneur ci-dessous.

### **1. Introduction**

La révision se justifie par la nécessité d'intégrer dans la LIAS le décret du 16 février 2017 (validité de 5 ans) concernant le contrôle relatif à l'obtention illicite de l'aide sociale. La révision a également été l'occasion de revoir intégralement la LIAS depuis sa rédaction en 1997 et sa révision de 2012.

Tout en comprenant les impératifs de planning dictés par la durée de validité du décret, les membres du Comité regrettent qu'une révision d'une telle envergure n'ait pas été accompagnée d'une réflexion plus approfondie à laquelle auraient été associés les partenaires d'une manière plus étroite qu'au travers de cette consultation et d'une brève pré-consultation des CMS.

### **2. Rappel des principales modifications de l'avant-projet**

#### **a) Organisation de l'aide sociale**

Déjà en région depuis sa fondation, en 1976, le CMS de Sierre n'est pas concerné par les modifications qui imposent la régionalisation aux autres CMS du Valais romand.

Pour les mesures d'insertion, l'avant-projet propose un transfert de compétence décisionnelle des communes vers le service de l'action sociale. Dans la pratique de notre région, les communes suivent, dans la très grande majorité des situations, les propositions du CMS, l'Etat se limitant au contrôle et à la validation des décisions communales. De notre point de vue, le meilleur niveau décisionnel serait le CMS, notamment parce qu'il dispose de collaborateurs spécialisés (assistants sociaux), connaît la situation des personnes qui doivent en bénéficier pour la détermination des mesures et peut assurer au mieux le suivi de ces dernières. L'Etat conserverait la responsabilité du contrôle du seul point de vue administratif. La régionalisation et les rencontres régulières des responsables sociaux des CMS doivent permettre d'atténuer progressivement l'hétérogénéité des décisions en la matière.

#### b) Prévention et réinsertion

Pas de commentaire, à part celui de saluer l'intention de porter un effort particulier sur ce point.

#### c) Remboursement de l'aide sociale

Au terme d'une discussion nourrie, les membres du Comité du CMS de Sierre ont accepté le principe d'abandonner l'obligation systématique de rembourser en cas de reprise d'une activité lucrative, à l'exception cependant du remboursement de l'aide sociale perçue en cas de pénalité prononcée par l'assurance chômage. Dans la grande majorité des situations suivies, la reprise d'un travail (ou l'augmentation du temps de travail) n'apporte presque jamais une amélioration suffisamment conséquente du revenu. La procédure systématique appliquée à tous les anciens bénéficiaires est administrativement très lourde pour des résultats très modestes.

Par contre, le dispositif législatif actuel n'est pas suffisamment contraignant lorsque la personne bénéficie d'une importante rentrée financière, par exemple à la suite d'un héritage ou d'un gain de loterie.

Le CMS de Sierre se prononce en faveur du maintien de la durée de prescription de 20 ans pour la dette d'aide sociale. Cette durée paraît notamment plus indiquée pour les cas de retour à meilleure fortune suite à un héritage.

#### d) Financement des institutions

Dans le domaine de l'insertion, le financement par l'Etat ne permet pas, actuellement, de couvrir l'ensemble des coûts des mesures. Dans notre région, c'est le cas notamment pour la COREM.

#### e) Protection des données

Nous ne pouvons que saluer la mise à disposition du nouveau système informatique de gestion de l'aide sociale.

Le logiciel actuel ne fournit que très peu d'indicateurs nécessaires au pilotage de l'aide sociale. De plus, le traitement et le suivi administratif informatique des dossiers (paiements, notamment) fait actuellement défaut.

### 3. Examen et propositions de modification article par article

- Art 1, lit i) « encourage une approche globale par le développement de politiques transversales et coordonnées. »
- Art 3, lit f (nouveaux) « f) couverture des besoins strictement indispensables à la vie matérielle et garantie d'un minimum social » (cf anc. art. 10, al 2)  
(nouveau) « g) non-rétroactivité de l'aide sociale. »
- Art 4, al 2 « .... ou a bénéficié de prestations d'aide sociale individuelle matérielle ou de soutien personnel. »
- Art 4, al 4 « ... ou ayant un enfant commun, y compris durant la grossesse. »
- Art 7, al 1 « Les communes :  
...  
c) décident de l'octroi de l'aide matériel ; ~~et approuvent les budgets proposés par les centres médico-sociaux ;~~  
(nouveau) d) approuvent les budgets proposés par les centres médico-sociaux ;  
...  
h) g) peuvent dénoncer ~~dénoncent~~ aux autorités pénales... ; »
- Art 7, al 2 « Elles peuvent déléguer les tâches prévues à l'alinéa 1 lettres b à j (anc. i) aux centres médico-sociaux, à l'exception de la lettre c. »
- Art 8, al 1, lit f) « établissent la stratégie et décident des mesures d'insertion ; (voir Art 12, lit j))
- Art 12, lit j) « ~~décide des mesures d'insertion ;~~ » (voir Art 8, al 1. lit f))
- Art 12, lit n) « établit les attestations de recours et de non-recours à l'aide sociale d'aide sociale. »
- Art 16 al 3nouv « Si l'octroi de l'aide sociale découle d'une décision de renvoi non appliquée par les autorités cantonales compétentes, l'assistance et les frais y relatifs incombent dans leur totalité au Service de l'action sociale. »
- Art 18 al 3 « Le Conseil d'Etat précise les modalités du contrat, sa durée et les sanctions éventuelles. »
- Art 21 « Dans le but [...], l'autorité d'aide sociale et le centre médico-social peuvent signaler les cas au service de l'action sociale ~~peuvent faire~~ qui fera appel à des inspecteurs spécialisés. »
- Art 24 al 2 « ... à en prévenir les causes. ~~en particulier pour certains publics cibles.~~ »
- Art 26 al 7 « ... la procédure d'activation de ces mesures et leur financement qui doit garantir la couverture des coûts effectifs des institutions organisatrices. »

- Art 38 al 2 « ~~Ces deux réductions ne sont pas cumulables, mais peuvent être successives~~ »
- Art 39 al 1 lit f) « ~~s'est montré irrespectueux en vers~~ a manqué de respect à l'égard d'un intervenant du dispositif ; »
- Art 50 al 4 « Une copie de la décision est adressée au service et au centre médico-social »
- Art 55 al 1 lit b) « ... en possession d'une fortune importante. Pour définir ce montant, le Conseil d'Etat se réfère à la législation relative aux prestations complémentaires à l'AVS/Ai. »
- Exemple : fortune mobilière qui dépasse la franchise fixée pour les prestations complémentaires, soit actuellement CHF 37'000.- pour une personne seule et CHF 60'000.- pour un couple.
- Art 56 al 1 « ... se prescrit par 20 40 ans dès le versement de... »
- Art 72 al 1 lit c) (nouveau) « ne rembourse pas l'aide matérielle versée malgré le retour à meilleure fortune, à la suite, notamment d'un héritage ou d'un gain de loterie. »
- Art 79 al 3 (nouveau) « Les frais relatifs à l'application de l'art. 16 al. 3 ne sont pas admis à la répartition entre le canton et les communes et restent exclusivement à la charge du canton. »

#### 4. Réponses au questionnaire (formulaire remis pour la consultation)

- Q1 : Oui
- Q2 : Plutôt oui
- a) Les décisions d'aide sociale doivent rester de la compétence de l'autorité communale et ne peuvent être déléguées à un CMS;
- b) Les décisions relatives aux mesures d'insertion doivent être transférées des communes aux CMS et non au service de l'action sociale qui continue à en assurer le contrôle administratif.
- Q3 : Plutôt oui
- a) Nous proposons un nouvel alinéa à l'art. 16 qui prend en compte la question des décisions de renvoi non appliquées par le canton. Ni le suivi, ni la participation aux coûts d'aide d'urgence ne devraient être financés par les communes.
- Q4 : Oui
- Q5 : Oui
- Q6 : Oui
- a) S'agissant des mesures d'insertion professionnelle, le CMS de Sierre, également organisateur de mesures par la COREM, demande que le financement accordé par le Canton couvre les frais effectifs de ces mesures.
- Q7 : Oui
- a) Voir remarque à la question 3 au sujet de l'aide d'urgence dans les situations où la décision de renvoi n'est pas appliquée par le Canton.
- Q8 : Oui
- Q9 : Oui

Q10 : Non

Q11 : Oui

Q12 : Oui

Q13 : Oui

Q14 : Oui

a) Voir remarque sur le financement des institutions organisatrices de mesures.

Q15 : Oui

En restant à votre disposition pour tous renseignements complémentaires, nous vous présentons, Madame la Conseillère d'Etat, nos salutations distinguées.

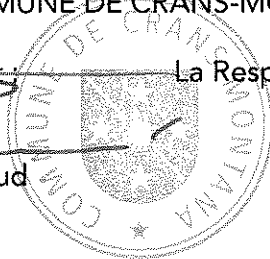
COMMUNE DE CRANS-MONTANA

Le Président

  
Nicolas Féraud

La Responsable administrative

  
Carine Vocat



Copies : Mme Romaine Duc-Bonvin, Conseillère communale